

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 65

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte II della 53^a Sessione ordinaria
(Parigi, 3-5 dicembre 2007)

Raccomandazione n. 807 ⁽¹⁾

Domanda di integrazione nelle strutture euroatlantiche
presentata dalla Georgia

Annunziata il 29 aprile 2008

L'ASSEMBLÉE,

(i) Saluant les efforts de la Géorgie pour mener à bien un calendrier de réformes politiques et économiques ambitieuses, combattre une corruption endémique et construire un Etat moderne fondé sur la démocratie, l'Etat de droit, la bonne gouvernance et les principes de l'économie de marché;

(ii) Impressionnée par les résultats économiques obtenus ces dernières années

par la Géorgie nonobstant les sanctions infligées par la Russie, autrefois son principal partenaire commercial;

(iii) Notant cependant les grands défis qui attendent la Géorgie dans des domaines comme la transparence politique, l'Etat de droit, l'indépendance du judiciaire et l'éradication de la misère;

(iv) Notant que des efforts importants sont nécessaires pour développer une opposition parlementaire digne de ce nom en adoptant un système efficace d'équilibre des pouvoirs institutionnels qui permette l'épanouissement d'une société civile participative;

(1) Adoptée par l'Assemblée le 3 décembre 2007, au cours de sa 6^{ème} séance plénière.

(v) Préoccupée par l'expansion du budget de défense de la Géorgie, le gouvernement ayant décidé de multiplier par trois le budget de 2007, initialement fixé à 298,3 millions de dollars, qui atteint aujourd'hui un montant de 906 millions de dollars, soit 25% des dépenses totales de l'Etat;

(vi) Préoccupée par la dégradation constante des relations entre la Géorgie et la Fédération de Russie, qui risque d'avoir des retombées négatives sur les perspectives de règlement du statut de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud;

(vii) Saluant cependant les avancées obtenues dans le retrait des troupes russes et des équipements militaires du territoire géorgien, conformément à l'accord conclu le 31 mars 2006 entre la Géorgie et la Fédération de Russie;

(viii) Déu néanmoins par l'absence totale de progrès dans les négociations sur le futur statut de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud;

(ix) Saluant le ferme engagement de l'UE en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Géorgie dans des frontières internationalement reconnues et son soutien pour tous les efforts afin d'aboutir à un règlement pacifique des conflits avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud;

(x) Invitant les parties à respecter pleinement les accords antérieurs et à engager des mesures de confiance optimales dans la zone de conflit et autour de celle-ci;

(xi) Consciente que c'est à l'OSCE et aux Nations unies qu'il appartient, en coopération avec les parties directement concernées, de fournir le mandat et l'expertise pour parvenir à résoudre ces conflits;

(xii) Consciente que l'Alliance atlantique ne doit en aucun cas s'impliquer dans

le processus de règlement de ces conflits séparatistes;

(xiii) Attachant la plus haute importance à un règlement pacifique de ces conflits tout en se félicitant de l'implication de l'UE dans la réalisation de cet objectif, en particulier par les bons offices du Représentant spécial de l'UE pour le Caucase du Sud et grâce à l'octroi d'une assistance financière pour les projets de reconstruction et de réhabilitation dans les régions concernées;

(xiv) Considérant que le règlement des conflits dépend aussi des relations de l'UE avec la Russie, qui traversent actuellement une période difficile de réévaluation qui peut durer un certain temps;

(xv) Persuadée que cette réévaluation devrait déboucher sur des relations plus solides et plus stables entre les deux parties, à condition qu'elles soient basées sur le respect mutuel, des intérêts vitaux communs, et un engagement partagé envers la sécurité et la stabilité dans leur voisinage commun et que la Russie fasse preuve de retenue dans les régions en question;

(xvi) Soulignant que la sécurité, la stabilité et la prospérité économique dans les régions du Caucase du Sud et du Nord représentent des intérêts vitaux communs pour l'UE et la Russie et qu'elles ne pourront être obtenues que par des efforts soutenus, constructifs, positifs et si possible combinés des deux parties;

(xvii) Appuyant la stratégie de l'UE de promouvoir la prospérité, la sécurité et la stabilité dans les régions à l'est de l'UE, notamment par le biais de la politique européenne de voisinage;

(xviii) Saluant l'adoption du Plan d'action pour la Géorgie dans le cadre de la politique européenne de voisinage entérinée par les deux parties le 14 novembre 2006, qui les engage à développer une intégration économique plus poussée et à

renforcer la coopération politique bilatérale, y compris dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité;

(xix) Notant que la Géorgie constitue un test important pour la politique européenne de voisinage et en particulier pour la capacité de l'UE à assumer des responsabilités, avec ses autres partenaires stratégiques, dans l'intérêt de la sécurité et de la stabilité de son voisinage;

(xx) Consciente de l'importance croissante de la Géorgie en tant que pays de transit pour le pétrole et le gaz provenant du bassin de la mer Caspienne, avec l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum qui deviennent peu à peu des corridors énergétiques stratégiques de substitution pour l'approvisionnement en énergie de l'UE;

(xxi) Consciente de l'ambition de la Géorgie d'être éligible au Plan d'action pour l'adhésion lors du sommet de l'OTAN à Bucarest en avril 2008, mais notant que cela implique que de nombreuses conditions soient remplies, comme l'a rappelé récemment le Secrétaire général de l'OTAN,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER L'UNION EUROPÉENNE A

1. Continuer et intensifier sa politique destinée à aider la Géorgie à réaliser ses réformes politiques et économiques ambitieuses afin de construire un Etat moderne fondé sur la démocratie, l'Etat de droit, la bonne gouvernance et les principes de l'économie de marché;

2. Augmenter son soutien financier et technique à des projets visant à instaurer la confiance entre les Géorgiens et les populations ethniques abkhaze and ossète des deux régions sécessionnistes, tout en contribuant au développement économique et social des ces provinces afin de réunir des conditions propices à un règlement pacifique, durable et complet de leur statut, incluant un retour en toute sécurité et dans la dignité des réfugiés et des personnes déplacées;

3. Faire un maximum d'efforts pour conclure un nouveau partenariat avec la Russie, fondé comme toujours sur des intérêts vitaux communs et des engagements partagés envers la sécurité et la stabilité de leur voisinage commun.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 807 ⁽¹⁾Domanda di integrazione nelle strutture euroatlantiche
presentata dalla Georgia

L'ASSEMBLEA,

(i) Compiacendosi degli sforzi compiuti dalla Georgia per condurre in porto un calendario di riforme politiche ed economiche ambiziose, miranti a combattere una endemica corruzione e costruire uno Stato moderno fondato sulla democrazia, lo Stato di diritto, la buona *governance* e i principi dell'economia di mercato;

(ii) Favorevolmente colpita dai risultati economici di questi ultimi anni in Georgia, malgrado le sanzioni comminate dalla Russia, già principale *partner* commerciale della Georgia;

(iii) Considerate tuttavia le grandi sfide che attendono la Georgia in settori come la trasparenza politica, lo Stato di diritto, l'indipendenza della magistratura e l'eliminazione della povertà;

(iv) Considerato che sono necessari consistenti sforzi per sviluppare una opposizione parlamentare degna di questo nome, adottando un sistema efficace di controlli istituzionali e di bilanciamento, che consenta alla società civile di crescere nella partecipazione;

(v) Preoccupata per l'espansione del bilancio di difesa della Georgia, dal momento che il governo ha deciso di triplicare la previsione iniziale 2007 di 298 milioni di dollari, portandola a 906 milioni di dollari, cioè al 25% della spesa totale dello Stato;

(vi) Preoccupata per il continuo degradarsi delle relazioni tra la Georgia e la Federazione Russa, che rischia di avere conseguenze negative sulle possibilità di definizione dello *status* dell'Abchazia e dell'Ossezia meridionale;

(vii) Apprezzando comunque i progressi ottenuti nel ritiro delle truppe russe e delle installazioni militari dal territorio georgiano, in base all'accordo del 31 marzo 2006 tra Georgia e Federazione Russa;

(viii) Rammaricandosi peraltro per la totale assenza di progressi nelle trattative sul futuro *status* dell' e dell'Ossezia meridionale;

(ix) Apprezzando il deciso impegno della UE a favore della sovranità e dell'integrità territoriale della Georgia nelle frontiere riconosciute internazionalmente

(1) Adottata dall'Assemblea nel corso della sesta seduta, il 3 dicembre 2007.

e il suo sostegno a tutti gli sforzi miranti a raggiungere una soluzione pacifica dei conflitti con l'Abchazia e l'Ossezia meridionale;

(x) Invitando le parti a rispettare integralmente gli accordi precedenti e a promuovere le più idonee misure di fiducia all'interno e intorno alla zona di conflitto;

(xi) Consapevole che il mandato e la valutazione per risolvere questi conflitti spettano all'OSCE e alle Nazioni Unite in collaborazione con le parti direttamente interessate;

(xii) Consapevole che l'Alleanza atlantica non deve e non dovrebbe coinvolgersi nel processo di soluzione di questi conflitti separatisti;

(xiii) Attribuendo grandissima importanza a una soluzione pacifica di questi conflitti e compiacendosi per il coinvolgimento della UE nella realizzazione di tale obiettivo, specialmente tramite i buoni uffici del Rappresentante speciale della UE per il Caucaso Meridionale e grazie all'invio di una assistenza finanziaria per i progetti di ricostruzione e ristabilimento nelle regioni in questione;

(xiv) Considerato che una soluzione dei conflitti dipende anche dalle relazioni dell'UE con la Russia, che attualmente attraversano un difficile periodo di ripensamento che può avere una certa durata;

(xv) Nella convinzione che questa rimessa in causa dovrebbe portare tra le due parti a relazioni più stabili e forti, a condizione che siano basate sul reciproco rispetto dei comuni interessi vitali, e su di un impegno condiviso per la sicurezza e la stabilità dei loro comuni vicini, purché la Russia dia prova di moderazione nelle regioni in questione;

(xvi) Sottolineato che la sicurezza, la stabilità e la prosperità economica nelle regioni del Caucaso meridionale e settentrionale rappresentano interessi vitali condivisi dall'UE e dalla Russia, e che tali

risultati non potranno conseguirsi senza sforzi sostenuti, costruttivi, positivi e possibilmente concertati delle due parti;

(xvii) Sostenendo la strategia dell'UE di promuovere prosperità, sicurezza e stabilità nelle regioni a Est della UE, in particolare attraverso la politica europea di vicinato;

(xviii) Salutando con favore l'adozione del Piano d'azione per la Georgia nel quadro della politica europea di vicinato recepita dalle due parti il 14 novembre 2006, che le impegna a sviluppare una integrazione economica più spinta e a rafforzare la cooperazione politica bilaterale anche nel campo della politica estera e di sicurezza;

(xix) Considerato che la Georgia costituisce un *test* importante per la politica europea di vicinato, specialmente per la capacità dell'UE di assumere delle responsabilità, con gli altri suoi *partner* strategici, nell'interesse della sicurezza e della stabilità dei paesi vicini;

(xx) Consapevole della crescente importanza della Georgia come paese di transito per il petrolio e il gas provenienti dal bacino del Caspio, con l'oleodotto Baku-Tbilisi-Ceyhan e il gasdotto Baku-Tbilisi-Erzurum che stanno diventando corridoi energetici strategici e alternativi per l'approvvigionamento di energia della UE;

(xxi) Consapevole dell'ambizione della Georgia di divenire candidata al Piano d'azione per l'adesione nel vertice NATO di Bucarest di aprile 2008, senza trascurare però il fatto che ciò comporta l'adempimento di molte condizioni, come è stato recentemente ricordato dal Segretario generale della NATO;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE L'UNIONE EUROPEA A

1. Proseguire e intensificare la propria politica finalizzata ad aiutare la Georgia nell'attuare le sue ambiziose riforme po-

litiche ed economiche, miranti a costruire uno Stato moderno fondato sulla democrazia, lo Stato di diritto, la buona *governance* e i principi dell'economia di mercato;

2. Aumentare il proprio sostegno finanziario e tecnico a progetti miranti a instaurare la fiducia tra i georgiani e le popolazioni etniche abchaze e ossete delle due regioni secessioniste, contribuendo anche allo sviluppo economico e sociale di

queste province, al fine di realizzare le condizioni propizie per una soluzione pacifica, duratura e completa al problema del loro *status*, comprendente un ritorno sicuro e dignitoso dei rifugiati e degli sfollati all'interno dei paesi stessi;

3. Fare il massimo sforzo per stabilire un nuovo partenariato con la Russia, fondato come sempre su interessi vitali comuni e su impegni condivisi per la sicurezza e la stabilità dei loro comuni vicini.